

Comment les taux d'intérêt négatifs vont laminer votre épargne

Les taux d'intérêts nuls ou négatifs se généralisent. De l'argent gratuit, l'idée semble sympathique, mais il y a un revers de la médaille.

Un taux d'intérêt négatif constitue une bizarrerie économique : une personne qui prête son argent, non seulement ne touche aucun intérêt, c'est-à-dire aucune rémunération pour le service qu'il apporte, mais en plus doit payer à celle à qui elle prête ! Pourtant ce phénomène se généralise sur les dettes souveraines : aujourd'hui la Suisse emprunte jusqu'à 20 ans à taux négatifs, l'Allemagne emprunte jusqu'à 9 ans à ces conditions, la France à 7 ans et l'Italie à 2 ans. Des pays très endettés, comme les deux derniers cités, ne font plus peur aux investisseurs, ils se battent pour leur prêter de l'argent !

Les taux d'intérêt sont négatifs parce que les banques centrales le veulent : elles fixent leur taux directeur à zéro, font payer les banques qui déposent des liquidités chez elles (-0,40% pour la BCE), et achètent de grandes quantités de dette souveraine (80 milliards par mois pour la BCE) ce qui fait chuter leur prix, c'est-à-dire leur taux d'intérêt. L'objectif consiste à rendre le crédit peu coûteux afin de relancer l'investissement et la consommation. Est-ce que ça marche ? Pas du tout, mais les banques centrales persistent. Il faut dire qu'elles poursuivent un autre objectif moins avouable : éviter que les Etats, bien trop endettés, ne fassent faillite s'ils devaient payer des taux d'intérêts normaux.

Quoi qu'il en soit, le contexte s'avère tout à fait favorable pour celui qui veut emprunter. Globalement le crédit et la croissance ne décollent pas du fait que les débouchés stagnent, mais celui qui a un projet peut emprunter à un taux très faible.

Revers de la médaille, l'épargnant fait grise mine, ses placements traditionnels voient leur rendement tendre vers zéro. Il ne peut en être autrement, les livrets bancaires et l'assurance-vie - les placements préférés des Français - sont en effet investis dans des obligations d'Etat qui offrent, précisément, des taux d'intérêts faibles ou négatifs. Le Livret A ne rapporte plus que 0,75% et le rendement des fonds euros est passé de 4,40% en 2004 à 2,50% en 2015. La chute n'est pas terminée, à quand un livret A à taux négatif ?

Avec ces taux d'intérêt négatifs, la grande masse des épargnants français va donc se retrouver coincée, leur épargne ne leur rapportant plus rien. Le principal bénéficiaire des taux négatifs étant l'Etat, on peut les considérer comme une nouvelle forme de taxe sur l'épargne, à un niveau tout à fait confiscatoire.

Je développe cette question des taux d'intérêt négatifs dans le dernier numéro de ma Lettre mensuelle, suivez ce lien.